

INSTRUCTION

N° 97-084-B3 du 15 juillet 1997

NOR : BUD R 97 00084 J

Texte publié au BOCP

OPPOSITIONS EXERCÉES SUR LES PENSIONS DE L'ÉTAT

ANALYSE

Saisine du juge de l'exécution - certificat de non-contestation - péremption quinquennale des saisies et des ATD - Paiement des pensions alimentaires.

Date d'application : 01/03/1997

MOTS-CLÉS

DÉPENSE ; PENSION ; ADMINISTRATION DE L'ÉTAT ; SERVICES DÉCONCENTRÉS DU TRÉSOR ;
VOIES D'EXÉCUTION ; SAISIE-ATTRIBUTION ; PENSION ALIMENTAIRE ; PAIEMENT

DOCUMENTS À ANNOTER

Instruction n° 75-30-B du 24 février 1975 -
Instruction n° 76-71-B du 29 avril 1976

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

CRP	TGE	TOM										

DIFFUSION

CS 28

DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Sous-direction C - Bureau C3

SOMMAIRE

1. TRAITEMENT DES SIGNIFICATIONS DE SAISIES-ATTRIBUTIONS PORTANT SUR DES PENSIONS DE L'ÉTAT.....	3
1.1. Rappel des dispositions actuelles.	3
1.2. Nouvelle procédure de réception des significations de saisies-attributions.	3
2. CERTIFICAT DE NON-CONTESTATION.....	4
3. PÉREMPTION QUINQUENNALE.	4
3.1. Saisies-attributions.	4
3.2. Avis à tiers détenteur.	5
4. PAIEMENT DES PENSIONS ALIMENTAIRES.	5
4.1. Suspension des paiements de la pension du débiteur.	5
4.2. Indexation du montant des pensions alimentaires.	6

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE N° 1 : Décret n° 96-1130 du 18 décembre 1996	8
ANNEXE N° 2 : Modèle de lettre.....	9
ANNEXE N° 3 : Articles 227-3, 227-4 et 227-17 du nouveau code pénal	10
ANNEXE N° 4 : Loi n° 84-1171 du 22 décembre 1984	11

Le décret n° 96-1130 du 18 décembre 1996 (*annexe 1*) a modifié le décret n° 92-755 du 31 juillet 1992 instituant de nouvelles règles relatives aux procédures civiles d'exécution pour l'application de la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution.

Il institue notamment une nouvelle règle de saisine du juge de l'exécution.

Une lettre du garde des sceaux, ministre de la justice, en date du 25 mars 1997 apporte des précisions sur la position que les trésoriers-payeurs généraux doivent prendre lorsque leur sont signifiées des saisies-attributions portant sur des pensions de l'Etat.

La présente instruction a pour objet d'informer les comptables des conséquences de ces nouveaux dispositifs sur la gestion des saisies-attributions qui leur sont notifiées. Elle reprend de plus quelques consignes concernant la production du certificat de non-contestation.

Elle rappelle les conditions d'application de la péremption quinquennale aux oppositions reçues par les comptables.

Enfin, elle détermine l'attitude à adopter face aux difficultés rencontrées lors du paiement des pensions alimentaires prélevées sur les pensions de l'Etat.

1. TRAITEMENT DES SIGNIFICATIONS DE SAISIES-ATTRIBUTIONS PORTANT SUR DES PENSIONS DE L'ÉTAT.

1.1. RAPPEL DES DISPOSITIONS ACTUELLES.

Les trésoriers-payeurs généraux se voient notifier un très grand nombre de saisies-attributions dont une grande partie émane de créanciers non habilités par l'article L.56 du code des pensions civiles et militaires de retraite ou par les articles L. 105 et L.106 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.

Jusqu'alors dans ce cas, ils saisissaient le juge de l'exécution par courrier simple pour lui demander la mainlevée de l'opposition. Toutefois, ils opéraient, en attente de la décision du juge, les retenues correspondant aux saisies pratiquées entre leurs mains, conformément aux instructions qui leur ont été données par la direction.

1.2. NOUVELLE PROCÉDURE DE RÉCEPTION DES SIGNIFICATIONS DE SAISIES-ATTRIBUTIONS.

Le décret du 18 décembre 1996 et la lettre du ministère de la justice en date du 25 mars 1997, rendent caduques les dispositions qui précèdent.

En effet, le décret précité prévoit la saisine du juge de l'exécution par assignation¹, ce qui fait obligation à la partie qui conteste la saisie de recourir aux services d'un huissier de justice. Une telle solution se révélant trop onéreuse pour le Trésor, la direction a saisi le garde des Sceaux pour obtenir le maintien de la saisine du juge de l'exécution par simple lettre.

¹ L'assignation est un acte d'huissier de justice par lequel le demandeur cite son adversaire à comparaître devant le tribunal (art. 5 nouveau code de procédure civile).

Dans sa réponse du 25 mars 1997, le ministre de la justice rappelle que la déclaration effectuée par le tiers-saisi lors de la notification de la saisie-attribution, lui permet conformément aux dispositions de l'article 44 de la loi du 9 juillet 1991 et de l'article 59 du décret du 31 juillet 1992, de signaler à l'huissier de justice que les sommes qu'il détient sont insaisissables, au regard de la nature de la créance du saisissant.

Or, aux termes de l'article 64 du décret du 31 juillet 1992, l'obligation pour le tiers-saisi de verser les fonds qu'il détient ne pèse que sur les sommes qu'il a reconnu devoir au moment de la délivrance du procès-verbal de saisie-attribution, ou dont il a été jugé débiteur.

Dès lors, les comptables tiers-saisis ne donneront plus suite aux saisies-attributions émanant de créanciers non autorisés par les articles L.56, L.105 et L.106 des codes précités et rejetteront purement et simplement de telles saisies. Le rejet sera signifié directement sur l'original de l'acte de signification et fera référence aux articles précités, dont le texte pourra être remis à l'huissier.

Bien entendu l'opposition ne sera pas prise en charge et aucune retenue ne sera effectuée sur la pension du débiteur. Il appartiendra au créancier saisissant qui entendra contester le caractère insaisissable des sommes détenues par le tiers-saisi, d'en apporter la preuve devant le juge de l'exécution, après avoir assigné le comptable du Trésor.

Les comptables voudront bien également, dès réception de la présente instruction, adresser aux chambres départementales des huissiers de justice de leur circonscription, une lettre d'information signalant l'incessibilité et l'insaisissabilité des pensions de l'Etat dont ils ont la gestion. Ils préciseront également dans cette correspondance que désormais, ils ne prendront plus en charge les saisies émanant de créanciers non autorisés par les articles L.56, L.105 et L.106 des codes précités dont ils joindront la copie.

2. CERTIFICAT DE NON-CONTESTATION.

Les retenues effectuées au titre d'une saisie-attribution ne peuvent être payées au créancier qu'après réception du certificat prévu à l'article 61 du décret n° 92-755 du 31 juillet 1992, attestant qu'aucune contestation n'a été formée dans le mois suivant la dénonciation de la saisie.

Le décret du 18 décembre 1996 prévoit que ce certificat est délivré par le greffe ou l'huissier de justice ayant procédé à la saisie. Contrairement à la mainlevée, le certificat de non-contestation n'a pas à être obligatoirement notifié par un huissier de justice. Il convient donc de donner suite aux certificats, dûment signés par le greffe ou l'huissier de justice, transmis par le créancier lui-même.

Afin d'assurer un meilleur suivi des dossiers, il est recommandé aux comptables de solliciter l'huissier de justice pour obtenir le certificat de non-contestation lorsqu'il n'est pas fourni dans le délai de 2 mois après la date de notification de la saisie-attribution.

3. PÉREMPTION QUINQUENNALE.

3.1. SAISIES-ATTRIBUTIONS.

La réforme des procédures civiles d'exécution résultant de la loi du 9 juillet 1991 est entrée en vigueur le 1er janvier 1993. La règle de la péremption quinquennale, toujours en vigueur, va donc s'appliquer aux saisies-attributions notifiées entre les mains des comptables assignataires des pensions de l'Etat au cours de l'année 1993. Les créanciers saisissants devront donc procéder à la réitération de leurs saisies, s'ils veulent voir leurs droits reconduits.

Les comptables veilleront au respect de cette disposition. Ils procéderont à l'arrêt des retenues effectuées au titre d'une saisie-attribution si celle-ci n'a pas été renouvelée avant la date de son expiration.

3.2. AVIS À TIERS DÉTENTEUR.

Comme la saisie-attribution, l'avis à tiers détenteur notifié à un comptable public n'a d'effet que pendant cinq ans et doit donc être renouvelé avant l'expiration de ce délai.

Toutefois, s'agissant de créances de droit public dont le recouvrement est garanti par le privilège du Trésor, il conviendra d'informer le comptable émetteur qu'il doit procéder au renouvellement de son titre avant sa péremption. A cet effet, les comptables veilleront à codifier la date de péremption sur le situationnel des retenues ; cette saisie permettra l'édition d'un listage des oppositions concernées.

4. PAIEMENT DES PENSIONS ALIMENTAIRES.

4.1. SUSPENSION DES PAIEMENTS DE LA PENSION DU DÉBITEUR.

Les dispositions suivantes abrogent le paragraphe « 35 » de l'instruction n° 75-30 B du 24 février 1975.

La demande de paiement direct d'une pension alimentaire ne peut être honorée que dans la mesure où la pension sur laquelle elle est prélevée est régulièrement payée à son titulaire. Or, les pensions de l'Etat sur lesquelles peuvent être prélevées des pensions alimentaires, sont des éléments viagers qui ne peuvent être versés à leurs bénéficiaires que si ceux-ci sont vivants.

C'est ainsi que l'existence du pensionné peut être mise en doute lorsque les bulletins de pensions qui lui sont adressés sont retournés au comptable par les services de la poste, portent la mention « n'habite plus à l'adresse indiquée », « parti sans laisser d'adresse » etc.... De même, le rejet du virement d'une mensualité alors qu'aucun changement de domiciliation bancaire n'a été signalé par le pensionné, constitue-t-il une source de doute sur l'existence du titulaire.

Aussi, dans tous les cas où l'incertitude de l'existence du pensionné demeure, il y a lieu de suspendre le paiement de la pension et par voie de conséquence celui de la pension alimentaire.

Les paiements ne pourront reprendre que lorsque l'existence du pensionné sera formellement prouvée. A cet effet, les comptables diligenteront des enquête auprès des mairies du lieu de naissance et du domicile, et auprès des banques.

Le créancier alimentaire est informé dans les huit jours :

- de la cessation du paiement de la pension de son débiteur et par voie de conséquence de sa pension alimentaire puisqu'il ne peut prétendre à avoir plus de droits que son débiteur n'en a lui-même à l'égard du Trésor public ;
- des moyens juridiques pouvant lui permettre d'obtenir soit le paiement de sa pension alimentaire, soit une pension de réversion de l'Etat en raison de l'absence du pensionné (*annexe 2*).

Ces moyens sont :

- le dépôt d'une plainte pour abandon de famille afin de faire diligenter des recherches judiciaires dans l'intérêt des familles pour retrouver le débiteur (art. 227-3, 227-4 et 227-17 du nouveau code pénal) (*annexe 3*) ;
- une demande auprès de la caisse d'allocations familiales de sa résidence afin d'assurer le recouvrement public de sa créance, en le subrogeant dans ses propres droits. Cet organisme diligentera alors une enquête afin de retrouver le débiteur (application de la loi n° 84-1171 du 22 décembre 1984) (*annexe 4* ;).

- une demande auprès du juge des tutelles afin de déclarer l'absence du pensionné et de bénéficiaire, après le délai d'une année, d'une pension de réversion s'il remplit les conditions d'ouverture de ce droit, en application de l'article L.57 du code des pensions civiles et militaires de retraite. Bien entendu, cette pension de réversion serait supprimée si le pensionné réapparaissait et recouvrait ses droits à pension. Les précomptes de pension alimentaire pourraient être à nouveau exercés au profit du créancier.

4.2. INDEXATION DU MONTANT DES PENSIONS ALIMENTAIRES.

Les pensions alimentaires sont portables au domicile des créanciers et payables sur les bases fixées par le juge. Les jugements de divorce fixant pension alimentaire prévoient généralement des clauses d'indexation du montant de la pension. Cette révision repose sur la variation de certains indices économiques (INSEE).

Le comptable, tiers-saisi, n'est pas tenu de déterminer lui-même, et sans nouvelle notification, les montants successifs d'une pension alimentaire indexée.

L'utilisation des indices mensuels des prix (base 100 en 1990) servant aux revalorisations est complexe au regard notamment de l'existence d'indices avec ou sans tabac. Une indexation erronée mettrait en jeu la responsabilité pécuniaire du comptable et aboutirait à un contentieux de nature à alourdir le fonctionnement des services.

Les comptables ne procéderont plus eux-mêmes à l'indexation des pensions alimentaires comme le prévoyait l'instruction n° 76-71-B3 du 29 avril 1976. Il leur est demandé de bien vouloir solliciter de l'huissier saisissant, la notification, sous leur seule responsabilité, des nouvelles valeurs de la pension alimentaire devant être prises en compte lors de chaque indexation.

Pour tous les dossiers de l'espèce, actuellement revalorisés par les soins des comptables, le créancier d'aliments sera informé de cette nouvelle situation afin qu'il puisse prendre toute disposition pour faire assurer la revalorisation de sa pension alimentaire.

La modification du montant de la pension alimentaire, notifiée par l'huissier, prend effet lors de la plus prochaine échéance de paiement. Il ne sera pas donné suite aux demandes de paiement d'arriérés résultant d'une indexation tardive. En effet, la procédure de récupération des arriérés n'est applicable que pour le recouvrement des six mois d'arriérés éventuellement dus lors de la demande initiale de paiement direct de pension alimentaire. Les « moins-perçus » ou les « trop-perçus » consécutifs à une indexation tardive sont alors des créances de droit privé ordinaires pour le recouvrement desquelles les parties doivent recourir aux procédures de droit commun mises à leur disposition (saisie-attribution notamment).

Toutefois, compte tenu du délai de parution des indices, il conviendra de payer les arriérés d'indexation correspondant à la période pendant laquelle l'indice de révision n'était pas connu.

Exemple :

Soit une pension alimentaire de 1 000 F, indexée au 1er janvier de chaque année sur l'indice du mois de janvier. Celui-ci n'est connu qu'en mars.

Par le jeu de la revalorisation, le nouveau montant est porté à 1 100 F.

L'huissier notifie en mars le nouveau montant et le rattrapage des mois de janvier et février. Sur la plus proche échéance le montant de la retenue sera égal au nouveau montant augmenté des arriérés résultant de l'indexation soit $1\,100 + (2 \times 100\,F) = 1\,300\,F$.

En cas de notification en mai, il conviendrait alors de ne retenir que le nouveau montant de la pension alimentaire soit 1 100 F.

En effet, l'huissier de justice ne peut effectuer la révision que lorsqu'il a connaissance de la valeur de l'indice et le créancier ne doit donc pas être pénalisé du fait des délais de parution des indices économiques.

Les comptables voudront bien rendre compte à la direction, sous le présent timbre, des difficultés qu'ils pourraient rencontrer lors de l'application des dispositions qui précèdent.

LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique

LE DIRECTEUR ADJOINT CHARGÉ DE LA SOUS-DIRECTION C

ALAIN BONEL

ANNEXE N° 1 : Décret n° 96-1130 du 18 décembre 1996 modifiant le décret n° 92-755 du 31 juillet 1992 instituant de nouvelles règles relatives aux procédures civiles d'exécution pour l'application de la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution

NOR:JUSC9620943D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le nouveau code de procédure civile ;

Vu la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 modifiée portant réforme des procédures civiles d'exécution ; Vu le décret n° 92-755 du 31 juillet 1992 modifié instituant de nouvelles règles relatives aux procédures civiles d'exécution pour l'application de la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution ; Vu le décret n° 55-1350 du 14 octobre 1955 modifié portant application du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu, Décrète :

Art. 1er. - L'article 510 du nouveau code de procédure civile est ainsi rédigé :

"Art. 510. - Sous réserve des alinéas suivants, le délai de grâce ne peut être accordé que par la décision dont il est destiné à différer l'exécution.

"En cas d'urgence, la même faculté appartient au juge des référés.

"Après signification d'un commandement ou d'un acte de saisie, selon le cas, le juge de l'exécution a compétence pour accorder un délai de grâce. Cette compétence appartient au tribunal d'instance en matière de saisie des rémunérations.

"L'octroi du délai doit être motivé." Art. 2. - L'article 8 du décret du 31 juillet 1992 susvisé est modifié comme suit : I. - Au second alinéa, les mots : "... si ce n'est pas les cas prévus par la loi pour l'octroi d'un délai de grâce..." sont remplacés par la phrase : "Toutefois, après signification du commandement ou de l'acte de saisie, selon le cas, il a compétence pour accorder un délai de grâce." II. - Il est ajouté un troisième alinéa rédigé comme suit : "Le juge de l'exécution peut relever d'office son incompetence." Art. 3. - Il est ajouté après l'article 9 du décret du 31 juillet 1992 susvisé un article 9-1 ainsi rédigé : "Art. 9-1. - Les décisions du juge de l'exécution statuant sur la compétence ne sont pas susceptibles de contredit." Art. 4. - Le début du premier alinéa de l'article 14 du décret du 31 juillet 1992 susvisé est ainsi rédigé : "En cours d'instance, toute partie peut aussi..." (La suite sans changement). Art. 5. - Au premier alinéa de l'article 19 du décret du 31 juillet 1992 susvisé, les mots : "peut aussi être" sont remplacés par le mot : "est". Art. 6. - La dernière phrase du deuxième alinéa de l'article 29 du décret du 31 juillet 1992 susvisé ainsi que le troisième alinéa de cet article sont abrogés. Art. 7. - L'article 31 du décret du 31 juillet 1992 susvisé est ainsi rédigé : "Art. 31. - En cas d'appel, un sursis à l'exécution des mesures ordonnées par le juge de l'exécution peut être demandé au premier président de la cour d'appel. La demande est formée par assignation en référé délivrée à la partie adverse et dénoncée, s'il y a lieu, au tiers entre les mains de qui la saisie a été pratiquée. "Jusqu'au jour du prononcé de l'ordonnance par le premier président la demande de sursis à l'exécution suspend les poursuites si la décision attaquée a ordonné leur continuation ; elle proroge les effets attachés à la saisie et aux mesures conservatoires si la décision attaquée a ordonné la mainlevée. "Le sursis à exécution n'est accordé que s'il existe des moyens sérieux d'annulation ou de réformation de la décision déferée à la cour. "L'auteur d'une demande de sursis à exécution manifestement abusive peut être condamné par le premier président à une amende de 100 à 10 000 F, sans préjudice des dommages-intérêts qui pourraient être réclamés."

Art. 8. - Au premier alinéa de l'article 61 du décret du 31 juillet 1992 susvisé, les mots : "secrétariat-greffe" sont remplacés par les mots : "greffe ou établi par l'huissier de justice qui a procédé à la saisie".

Art. 9. - Le premier alinéa de l'article 66 du décret du 31 juillet 1992 susvisé est ainsi rédigé :

"A peine d'irrecevabilité, la contestation est formée dans le délai d'un mois à compter de la dénonciation de la saisie au débiteur. Sous la même sanction, elle est dénoncée le même jour, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à l'huissier de justice qui a procédé à la saisie."

Art. 10. - L'article 257 du décret du 31 juillet 1992 susvisé est ainsi rédigé :

"Art. 257. - La publicité provisoire conserve la sûreté pendant trois ans. Elle peut être renouvelée pour la même durée.

"Le renouvellement est effectué dans les conditions prévues aux articles 61 et suivants du décret du 14 octobre 1955 modifié portant application du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière, pour l'inscription provisoire d'hypothèque, et dans les mêmes formes que la publicité initiale pour les autres sûretés judiciaires."

Art. 11. - Les articles 15 à 18 et 27 du décret du 31 juillet 1992 susvisé sont abrogés.

Art. 12. - Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

ANNEXE N° 2 : Modèle de lettre

Maitre _____ m'a notifié le _____, en application de la loi N° 73-5 du 2 janvier 1973, une demande de paiement direct de pension alimentaire qui est prélevée à votre profit sur les arrérages de la pension de M _____.

Cette demande ne peut être honorée que dans la mesure où la pension sur laquelle elle est prélevée est régulièrement payée à son titulaire et que ce dernier justifie qu'il remplit toujours les conditions pour en bénéficier.

Or, à ce jour, je n'ai plus la preuve de l'existence de M _____, et je suis contraint de suspendre les paiements de sa pension. Cette suspension entraîne également l'arrêt de la procédure de paiement direct et votre pension alimentaire ne vous sera plus versée à compter du 01/ / _____. Bien entendu, les paiements reprendront dès lors que mes services auront eu connaissance de façon formelle de l'existence de M _____.

Toutefois, vous voudrez bien trouver ci-dessous les moyens juridiques à votre disposition vous permettant d'obtenir soit le paiement de votre pension alimentaire, soit le paiement d'une pension de réversion de l'État en raison de l'absence de votre ex-époux.

Vous pouvez déposer une plainte pour abandon de famille afin de diligenter des recherches judiciaires dans l'intérêt des familles pour retrouver le débiteur (articles 227-3, 227-4 et 227-17 du nouveau code pénal).

Vous pouvez également, en application de la loi N° 84-1171 du 22 décembre 1984 demander à la caisse d'allocations familiales de votre résidence d'assurer le recouvrement public de votre créance, en la subrogeant dans votre propre droit. Cet organisme diligentera alors une enquête afin de retrouver votre débiteur.

Vous avez aussi la possibilité de demander au juge de déclarer l'absence de votre ex-époux et bénéficier, après le délai d'une année, d'une pension de réversion si vous remplissez les conditions d'ouverture de ce droit, en application de l'article L57 du code des pensions civiles et militaires de retraite. Bien entendu, cette pension serait supprimée si votre ex-époux réapparaissait et recouvrait ses droits à pension. Les précomptes des pensions alimentaires pourraient être à nouveau exercés à votre profit.

Je vous prie.....

ANNEXE N° 3 : Articles 227-3, 227-4 et 227-17 du nouveau code pénal

Art. 227-3. – Le fait, pour une personne, de ne pas exécuter une décision judiciaire ou une convention judiciairement homologuée lui imposant de verser au profit d'un enfant mineur, légitime, naturel ou adoptif, d'un descendant, d'un ascendant ou du conjoint une pension, une contribution, des subsides ou des prestations de toute nature dues en raison de l'une des obligations familiales prévues par les titres V, VI, VII et VIII du livre I^{er} du Code civil, en demeurant plus de deux mois sans s'acquitter intégralement de cette obligation, est puni de deux ans d'emprisonnement et de 100 000 F d'amende.

Les infractions prévues par le premier alinéa du présent article sont assimilées à des abandons de famille pour l'application du 3° de l'article 373 du Code civil.

V. anc. art. 357-2, C. pén.

Art. 227-4. – Le fait, par une personne tenue, dans les conditions prévues à l'article 227-3, à l'obligation de verser une pension, une contribution, des subsides ou des prestations de toute nature, de ne pas notifier son changement de domicile au créancier dans un délai d'un mois à compter de ce changement, est puni de six mois d'emprisonnement et de 50 000 F d'amende.

V. anc. art. 357-3, C. pén.

Art. 227-17. – Le fait, par le père ou la mère légitime, naturel ou adoptif, de se soustraire, sans motif légitime, à ses obligations légales au point de compromettre gravement la santé, la sécurité, la moralité ou l'éducation de son enfant mineur est puni de deux ans d'emprisonnement et de 200 000 F d'amende.

L'infraction prévue par le présent article est assimilée à un abandon de famille pour l'application du 3° de l'article 373 du Code civil.

V. anc. art. 357-1, C. pén.

ANNEXE N° 4 : Loi n° 84-1171 du 22 décembre 1984

Texte publié au BOCP

Relative à l'intervention des organismes débiteurs des prestations familiales pour le recouvrement des créances alimentaires impayées.

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit,

Art. 1er. - Il est inséré dans la section II du chapitre Ier du titre II de l'ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 relative à l'organisation administrative et financière de la sécurité sociale un article 28 ainsi rédigé :

"Art. 28. - Les organismes et services auxquels incombe le service des prestations familiales sont habilités à apporter leur aide au recouvrement des créances dues au titre de l'entretien d'enfants, dans les conditions prévues par la loi n° 84-1171 du 22 décembre 1984 relative à l'intervention des organismes débiteurs des prestations familiales pour le recouvrement des créances alimentaires impayées."

Art. 2. - Dans toutes les dispositions des textes où figurent les mots : "allocation d'orphelin", ces mots sont remplacés par les mots : "allocation de soutien familial". Art. 3. - L'article L. 543-5 du code de la sécurité sociale est ainsi rédigé :

"Art. L. 543-5. - Ouvrent droit à l'allocation de soutien familial : "1. Tout enfant orphelin de père ou de mère, ou de père et de mère; "2. Tout enfant dont la filiation n'est pas légalement établie à l'égard de l'un ou l'autre de ses parents ou à l'égard de l'un et de l'autre; "3. Tout enfant dont le père ou la mère, ou les père et mère, se soustraient ou se trouvent hors d'état de faire face à leurs obligations d'entretien ou au versement d'une pension alimentaire mise à leur charge par décision de justice."

Art. 4. - Il est inséré dans le livre V de code de la sécurité sociale un article L. 543-5-1 ainsi rédigé :

"Art. L. 543-5-1. - I. - Lorsque l'un au moins des parents se soustrait totalement au versement d'une créance alimentaire pour enfants fixée par décision de justice devenue exécutoire, l'allocation de soutien familial est versée à titre d'avance sur créance alimentaire;

"L'organisme débiteur des prestations familiales est subrogé dans les droits du créancier, dans la limite du montant de l'allocation de soutien familial ou de la créance d'aliments si celle-ci lui est inférieure. "II. - Lorsque l'un au moins des parents se soustrait partiellement au versement d'une créance alimentaire pour enfants fixée par décisions de justice devenue exécutoire, il est versé à titre d'avance une allocation différentielle. "Cette allocation différentielle complète le versement partiel effectué par le débiteur, à hauteur de la créance alimentaire susvisée, sans toutefois pouvoir excéder le montant de l'allocation de soutien familial. "La périodicité du versement de cette allocation différentielle peut être autre que mensuelle. "L'organisme débiteur des prestations familiales est subrogé dans les droits du créancier. "III. - Pour le surplus de la créance, dont le nonpaiement a donné lieu au versement de l'allocation de soutien familial, et pour les autres termes à échoir, la demande de ladite allocation emporte mandat du créancier au profit de cet organisme. "L'organisme débiteur des prestations familiales a droit, en priorité sur les sommes recouvrées, au montant de celles versées à titre d'avance.

"Avec l'accord du créancier d'aliments, l'organisme débiteur des prestations familiales poursuit également, lorsqu'elle est afférente aux mêmes périodes, le recouvrement de la créance alimentaire du conjoint, de l'ex-conjoint et des autres enfants du débiteur ainsi que les créances des articles 214, 276 et 342 du code civil.

"IV. - Le titulaire de la créance est tenu de communiquer à l'organisme débiteur des prestations familiales les renseignements qui sont de nature à faciliter le recouvrement de la créance.

"V. - Le titulaire de la créance peut à tout moment renoncer à percevoir l'allocation de soutien familial. L'organisme débiteur demeure subrogé aux droits du titulaire de la créance jusqu'au recouvrement complet du montant des sommes versées dans les conditions fixées aux paragraphes I et II du présent article.

"L'organisme débiteur des prestations familiales peut suspendre le versement de l'allocation de soutien familial en cas de refus par le créancier d'aliments de donner le pouvoir spécial de saisie en matière immobilière. "Lorsque le débiteur reprend le service de sa dette, cette dernière peut être acquittée directement au parent créancier, avec l'accord de l'organisme débiteur des prestations familiales. "VI. - Sauf dans le cas où il est fait application du premier alinéa de l'article 7 de la loi n° 75-618 du 11 juillet 1975 relative au recouvrement public des pensions alimentaires, les sommes à recouvrer par l'organisme débiteur sont majorées de frais de gestion et de recouvrement dont le montant est fixé par décret en Conseil d'Etat. "Ces frais ne peuvent être mis à la charge du créancier d'aliments." Art. 5. - Le titulaire d'une créance alimentaire fixée par décision de justice devenue exécutoire en faveur de ses enfants mineurs, s'il ne remplit pas les conditions d'attribution de l'allocation de soutien familial et si une voie d'exécution engagée par ses soins n'a pas abouti, bénéficie, à sa demande, de l'aide des organismes débiteurs des prestations familiales pour le recouvrement des termes échus dans la limite de deux années à compter de la demande de recouvrement et des termes à échoir. Ce recouvrement est exercé dans les conditions et pour les créances visées à l'article L. 543-5-1 du code de la sécurité sociale.

Art. 6. - I. - Par dérogation aux articles 2 et 3 de la loi n° 75-618 du 11 juillet 1975 précitée, le directeur de l'organisme débiteur des prestations familiales intervenant au titre de l'article L. 543-5-1 du code de la sécurité sociale établit et certifie l'état des sommes à recouvrer et l'adresse au représentant de l'Etat dans le département. Celui-ci rend cet état exécutoire dans un délai de cinq jours ouvrables et le transmet au trésorier-payeur général du département.

ANNEXE N° 4 (suite et fin)

II. - a) A l'article 15 de la loi de finances rectificative pour 1980, n° 80-1055 du 23 décembre 1980, les mots: "caisses d'allocations familiales" sont remplacés par les mots: "organismes débiteurs des prestations familiales".

b) Les deuxième et troisième alinéas de l'article 15 précité sont ainsi rédigés:

"Le directeur de l'organisme débiteur de prestations familiales établit et certifie l'état de sommes à recouvrer et l'adresse au représentant de l'Etat dans le département. Celui-ci rend cet état exécutoire dans un délai de cinq jours ouvrables et le transmet au trésorier-payeur général du département.

"Dès qu'ils ont saisi le représentant de l'Etat dans le département, les organismes débiteurs de prestations familiales ne peuvent plus, jusqu'à ce qu'ils soient informés de la cessation de la procédure de recouvrement par les comptables du Trésor, exercer aucune autre action en vue de récupérer les sommes qui font l'objet de leur demande."

c) A la fin du septième alinéa de cet article, les mots: "procureur de la République" sont remplacés par les mots: "représentant de l'Etat dans le département".

d) Les huitième et neuvième alinéas de cet article sont remplacés par l'alinéa suivant:

"Lorsqu'un organisme débiteur de prestations familiales poursuit le recouvrement d'une créance alimentaire au titre de l'article L. 543-5-1 du code de la sécurité sociale, le présent article est applicable à la totalité de la créance."

III. - L'article 6 de la loi n° 73-5 du 2 janvier 1973 relative au paiement direct de la pension alimentaire est complété par les dispositions suivantes:

"Lorsqu'un organisme débiteur de prestations familiales agit pour le compte d'un créancier d'aliments, il peut lui-même former la demande de paiement direct."

IV. - Les organismes débiteurs de prestations familiales peuvent se prévaloir des dispositions de l'article 7 de la loi n° 73-5 du 2 janvier 1973 précitée, pour l'exercice de la mission qui leur est confiée par la présente loi.

Art. 7. - Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions d'application de la présente loi et les dates d'entrée en vigueur de chacun des articles, fixées au plus tard au 1er janvier 1986. Il précise les délais dans lesquels les bénéficiaires de l'allocation d'orphelin sont tenus de souscrire au régime de l'allocation de soutien familial. La présente loi s'appliquera, dans un délai maximum de deux ans, aux personnes bénéficiaires de l'allocation d'orphelin lors de la promulgation de la présente loi.

Art. 8. - Avant le 1er janvier 1988, le Gouvernement présentera au Parlement un rapport sur l'application de la présente loi.

Art. 9. - Un décret précisera les conditions dans lesquelles, lorsqu'une décision judiciaire a fixé une créance alimentaire ainsi que les créances des articles 214, 276 et 342 du code civil, les parties sont informées des modalités de recouvrement, des règles de révision de la créance et des sanctions pénales encourues.

Art. 10. - Dans le premier alinéa de l'article 357-1 du code pénal, les mots: "de 300 F à 8 000 F" sont remplacés par les mots: "de 500 F à 20 000 F". Art. 11. - Dans le premier alinéa de l'article 357-2 du code pénal, les mots: "de 300 F à 8 000 F" sont remplacés par les mots: "de 500 F à 20 000 F". Art. 12. - Dans le deuxième alinéa de l'article 357-3 du code pénal, les mots: "de 300 F à 8 000 F" sont remplacés par les mots: "de 500 F à 20 000 F".

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat. Fait à Paris, le 22 décembre 1984. Travaux préparatoires: Assemblée nationale: Projet de loi n° 2308; Rapport de M. Briand, au nom de la commission des lois, n° 2350; Discussion et adoption le 2 octobre 1984. Sénat: {rejet} de loi, adopté par l'Assemblée nationale, n° 10 (1984-1985); Rapport de M. Collet, au nom de la commission des lois, n° 44 (1984-1985);

Avis de la commission des affaires sociales n° 49 (1984-1985); Discussion et adoption le 30 octobre 1984.

Assemblée nationale: Projet de loi, modifié par le Sénat, n° 2407; Rapport de M. Briand, au nom de la commission des lois, n° 2431; Discussion et adoption le 28 novembre 1984. Sénat:

Projet de loi, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale, n° 100 (1984-1985);

Rapport de M. Collet, au nom de la commission des lois, n° 118 (1984-1985);

Discussion et adoption le 12 décembre 1984.